

Des entreprises eurosceptiques mais europragmatiques

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du
Centre Patronal



Tiens, on dirait que l'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne (UE) bouge encore! Donné pour mort-né il y a quelques semaines, il remonte peu à peu la pente. Tout simplement parce qu'on commence à comprendre que toutes les questions qu'il suscite demeureront posées, même en cas de rejet.

Il vaut donc la peine de continuer à réfléchir, et c'est pourquoi le Centre Patronal a invité un échantillon représentatif des entreprises avec lesquelles il entretient des relations. Les résultats de ce sondage sont riches d'enseignements.

Il n'apparaît tout d'abord pas que le monde économique fasse preuve d'une grande europhilie. Peut-être aurait-on pu penser qu'un certain fatalisme gagnerait les chefs d'entreprise, fatigués de subir les tergiversations de négociations enlisées. Cette lassitude, probablement réelle, est cependant loin de pousser à faire le grand saut: 89% des sondés rejettent l'idée d'une adhésion à l'UE.

N'allez pas croire que cela fasse d'eux des isolationnistes: 93% déclarent au contraire que la Suisse ne peut se passer d'une relation privilégiée avec son grand voisin. Le grand marché européen est jugé indispensable pour les acteurs économiques, qui veulent bénéficier d'un accès privilégié à la fois pour proposer des biens ou des services et pour recruter le personnel qu'ils ne trouvent pas toujours ici.

Les entreprises ressentent au fond parfaitement ce que disent les statistiques. Les relations commerciales avec l'Europe

sont essentielles (nous lui destinons 53% de nos exportations, l'équivalent de 128 milliards de francs l'an passé). La libre circulation des personnes est indispensable elle aussi, et elle n'est pas à sens unique. On compte 1,4 million de ressortissants européens en Suisse et 320 000 frontaliers œuvrant dans nos magasins, nos usines et nos hôpitaux. D'un autre côté, 465 000 de nos compatriotes sont domiciliés dans l'Union.

C'est dans ce contexte que 85% des entreprises se déclarent favorables à l'accord-cadre institutionnel, dont l'objectif est de consolider la voie bilatérale et de favoriser l'accès au marché intérieur de l'UE.

«Une majorité écrasante considère que la Suisse ne peut se passer d'une relation privilégiée avec son grand voisin»

Son mécanisme de résolution des conflits (un tribunal arbitral) relève des standards juridiques et la reprise du droit de l'Union par la Suisse selon ses règles propres respecte la démocratie directe.

Même si quelques inquiétudes subsistent à propos de la protection des salaires et des conditions de travail, les solutions trouvées ne se révèlent pas dirimantes et le projet d'accord apparaît très acceptable.

Voici donc comment se dessine le profil des chefs d'entreprise de notre canton: eurosceptiques mais en même temps euroconscients, et dans la foulée europragmatiques. À l'instar, on en fait le pari, de la majorité de la population suisse.